

Réponse à l'article de Gianfranco Sabattini dans "Il mondo operaio", 19 octobre 2012 :

"Petitot e le presunte difficoltà di capire il liberalismo"

<http://www.mondoperaio.net/2012/10/petitot-e-le-presunte-difficolta-di-capire-il-liberalismo/>

par Jean Petitot

(Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris)

Cher Professeur Sabattini,

J'ai lu avec intérêt votre recension critique de la Fulvio Guerrini Lecture 2012 "Le libertà e il liberalismo" que j'ai donnée au Centro Einaudi de Turin le 23 avril 2012 et dont des extraits ont paru dans *Il Sole 24 Ore* du 17 juin 2012 sous le titre "Il liberalismo incompreso". La conférence vient d'être publiée dans la Biblioteca della libertà du Centro Einaudi (205, 2012, 1-14) et est téléchargeable à l'URL

<http://www.centroeinaudi.it/biblioteca-della-liberta/il-progetto-bdl.html>

ou sur mon site

[http://jean.petitot.pagesperso-orange.fr/ArticlesPDF\\_new/Petitot\\_Guerrini\\_Einaudi.pdf](http://jean.petitot.pagesperso-orange.fr/ArticlesPDF_new/Petitot_Guerrini_Einaudi.pdf)

Je vous remercie de présenter aussi clairement certaines de mes idées. Vos critiques sont souvent sévères mais toujours constructives. Permettez-moi donc de proposer brièvement quelques éléments de réponse. Il faudrait longuement débattre car les problèmes en jeu sont fondamentaux, difficiles et, nous le savons, ont fait l'objet d'une immense littérature. Je crois pouvoir néanmoins dégager le point nodal de notre différend.

1. D'abord une remarque préliminaire. Fidèle à la tradition italienne (cf. Croce), vous opposez libéralisme politique et libérisme économique. Comme les auteurs que vous citez, vous défendez une critique du libérisme au nom du libéralisme et vous estimez que ce dernier doit contrôler le premier car, sans ce contrôle, le "laissez-faire" libéral favoriserait la domination des "diavoli" et des "imbrogliani". Ce serait de l'angélisme ingénu de ne pas en tenir compte.

Je répondrai qu'il faut distinguer deux choses, d'une part la spécificité de certains régimes politico-économiques et d'autre part les universaux anthropologiques comme ceux de la domination, de l'égoïsme, de la trahison, du mensonge, mais aussi de la coopération, de l'altruisme, de l'honnêteté. La nature humaine fait que le pouvoir corrompt et qu'il existe des

“imbroglioni”, de la corruption et des maffias partout, dans tous les régimes et à tous les niveaux de pouvoir (je ne crois pas que le socialisme réel soit plus vertueux que le libéralisme réel). C'est une des fonctions régaliennes de l'état de droit que de les contrôler et le libéralisme que je défends est, par essence, régulé par l'état de droit garant des rapports contractuels de la société civile. Cet état de droit peut être aussi rigoureux que vous le voulez. La seule chose importante est qu'il n'utilise pas ses pouvoirs régaliens pour falsifier les processus économiques qui sont à la source de ce qu'Adam Smith appelait “the wealth of nations”.

Le libéralisme n'a pas besoin de fraudeurs pour être efficace, bien au contraire, puisque, comme tout jeu gagnant-gagnant, il repose entièrement sur la coopération. J'entends ici “coopération” au sens des théories à la Axelrod, Sigmund, Poundstone, Samuelson, Nowak ou Weibull qui expliquent comment la coopération est avantageuse et permet de dépasser les équilibres de Nash perdant-perdant.

Contrairement à ce que l'on peut croire, le libéralisme n'exige en rien l'exploitation car ce n'est pas un jeu à somme nulle mais une méthode procédurale métapolitique qui permet au génie humain individuel de produire de la prospérité collective. Des décisions politiques comme des augmentations, même fortes, du coût du travail, ou des interdictions de certaines techniques, fonctionnent comme des contraintes, au même titre que des contraintes naturelles comme la rareté de l'or, des diamants ou de l'uranium ou l'existence de montagnes et de fleuves pour les voies de communication.

2. En ce qui concerne la ploutocratie et la dégénérescence de la démocratie, elles existent dans tous les régimes et correspondent au mécanisme, bien théorisé depuis Pareto, de la décadence progressive des classes dirigeantes en classes dominantes. Etant parétien, je partage la thèse que l'histoire est un “cimetière d'aristocraties” et qu'un turn over des élites est socialement nécessaire. Mais, là encore, contrairement à ce qu'on croit, le libéralisme est un très puissant facteur de renouvellement des classes dominantes. Il peut être conservateur lorsqu'il a intérêt à composer avec les classes dominantes mais en même temps il les détruit plus sûrement que n'importe quelle révolution car c'est lui qui détient les clés de l'innovation et de la productivité.

3. Vous expliquez que le parallèle entre évolutionnisme biologique et économie est mal fondé et qu'il s'agit d'une instrumentalisation au service de la domination. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Les théories de l'évolution culturelle sont à l'exact opposé d'une conception “passive” des sujets. Il n'y a rien de plus actif que l'évolution culturelle puisque c'est

l'invention et le risque qui constituent la meilleure stratégie et mobilisent les meilleures ressources coopératives, les stratégies gagnant-gagnant étant évolutionnairement les plus stables.

4. Il me semble que c'est en définitive cette question de la "passivité" des agents qui vous préoccupe le plus, à juste titre. Vous dites qu'il faut que l'intentionnalité des agents s'implique dans l'organisation sociale et que leur volonté active doit s'engager de façon émancipatrice dans le contrôle social de façon à ce que l'humanité puisse prendre son destin en main. Mais l'humanité, comme le peuple et comme ce que semblent dénoter d'autres concepts holistes, n'est pas un sujet intentionnel. Les intentionnalités des agents ne se socialisent pas et le social est avant tout le lieu des conséquences inintentionnelles des intentions individuelles. C'est d'ailleurs pourquoi l'individualisme méthodologique est scientifiquement plus cohérent que les diverses formes de holisme.

Je crois que c'est là le noeud de notre différend. La conception dominante du politique amalgame deux dimensions très hétérogènes. D'une part, l'intentionnalité de sujets en quête de sens, de liberté, d'auto-affirmation et d'authenticité existentielle. D'autre part, les mécanismes sociaux effectifs avec leurs causalités matérielles. L'intentionnalité et la volonté relèvent de ce que Kant appelait l'homme nouménal, un monde vécu peuplé de causes finales, de buts et de valeurs. Les mécanismes sociaux relèvent quant à eux des sciences naturelles (neurocognitives, anthropologiques, socio-économiques) des systèmes complexes auto-organisés. La conception dominante du politique que Hayek appelait "constructiviste" repose sur la croyance que le vécu social des individus est une connaissance opératoire qui permet à des idéaux d'agir constructivement sur le social. Or je pense que cette croyance est fautive. Le vécu n'est une connaissance opératoire dans aucun domaine. Le vécu du cosmos ne nous donne aucun accès aux causes des mouvements astronomiques et à une connaissance physique, le vécu de notre corps ne nous donne aucun accès aux causes biochimiques et à une connaissance physiologique, le vécu de notre esprit ne nous donne aucun accès aux causalités neuronales et à une connaissance psychologique et, de même, notre vécu social ne nous donne aucun accès aux causalités économiques et à une connaissance politique.

L'homme nouménal ne se socialise pas. Un sens et des valeurs socialisées sont de nature religieuse et assigner à une volonté politique la tâche de les réaliser conduit nécessairement à l'inverse de ce que l'on vise. La distinction héritée de Dilthey entre "Naturwissenschaften" et "Geisteswissenschaften" est mal fondée. L'exigence de rationalité commande de passer des vécus à l'élaboration de véritables sciences sociales fondées sur la

méthode expérimentale, la modélisation mathématique et la simulation numérique car, ainsi que Popper y a souvent insisté, en particulier dans sa discussion de la sociologie critique d'Adorno et de l'Ecole de Francfort, il existe une unité méthodologique des sciences.

Vous demandez à quoi servent les sciences si elles ne sont pas au service des fins de l'homme. Vous avez bien sûr raison. Mais d'un autre côté à quoi servent un engagement et une volonté politiques s'ils reposent sur une méconnaissance de la complexité intrinsèque (au sens des théories de la complexité) des processus sociaux économiques et aboutit, comme le notait déjà Mandeville avec sa "fable des abeilles", à l'inverse de ce qu'ils visent. Il est étrange que l'on accepte l'idée qu'il est normal d'investir des sommes gigantesques dans d'immenses programmes technoscientifiques internationaux pour comprendre le fonctionnement des maladies, des flux atmosphériques, des tsunamis, des collisions de particules, des amas galactiques, du contrôle génétique ou des colonnes corticales et que l'on estime que les fléaux socio-politiques qui dévastent l'humanité n'ont pas besoin de véritables explications scientifiques et que, comme par magie, le vécu des agents aurait le pouvoir de les conjurer. L'histoire est là pour montrer que c'est impossible. Un aspect de la finitude humaine est la disjonction entre l'homme nouménal et la connaissance. Il est aussi valable pour le social. C'est pourquoi je pense que le bon pari est celui de sciences sociales explicatives et pas seulement compréhensives.

5. En fait, l'un des penseurs politiques dont je me sens le plus proche est votre génial Gobetti qui avait admirablement compris, à la suite de personnalités italiennes admirables comme Cavour, Pareto ou Einaudi, à quel point le libéralisme économique peut être révolutionnaire et politiquement émancipateur. Vous connaissez ses critiques sévères contre la bourgeoisie affairiste et la ploutocratie dont le défaut est de ne pas être suffisamment libérale et capitaliste au sens de Weber. Comme il le disait, "le classi borghesi mancano di una coscienza capitalistica e liberistica" et manifestent plutôt une "psicologia primitiva, da corsari e da speculatori schiavisti". La bourgeoisie se soumet servilement à l'oligarchie de l'état pour protéger ses privilèges et vivre d'un commun parasitisme.

Dans la traduction d'un gros recueil que j'ai co-édité à Paris avec mon collègue Philippe Nemo et dont la traduction italienne va bientôt paraître chez Rubbettino sous le titre "Storia del liberalismo in Europa", vous trouverez mon article d'hommage à votre Evariste Galois de la philosophie politique.

Cordialement,

Jean Petitot